

COMMUNE D'ANGLEFORT

AMENAGEMENT DE L'ENTREE SUD

RD 992 / Chemin de Mansin

Travaux de réalisation

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Maître de l'ouvrage

Commune d'ANGLEFORT

230 Rue de la Mairie

01 350 ANGLEFORT

T. 04 50 56 17 16

F. 04 50 56 22 57

E : mairie.anglefort@gmail.com

Maîtrise d'oeuvre

G.S.M. SARL

Géomètres-Experts Ingénierie

149 Rue de la République

01302 BELLEY Cedex

T. 04 79 81 10 91

E: geometres@gsm-belley.com

SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1-1 OBJET DU CONTRAT
- 1-2 MODE D'INTERVENTION DES ENTREPRISES
- 1-3 MAÎTRISE D'ŒUVRE
- 1-4 COORDINATION DES TRAVAUX
- 1-5 COORDINATION CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS
- 1-6 CONTRÔLE TECHNIQUE
- 1-7 SOUS-TRAITANCE
- 1-8 FORME DES NOTIFICATIONS ET DES COMMUNICATIONS
- 1-9 VARIANTES

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

- 2-1 DOCUMENTS CONTRACTUELS
- 2-2 DOCUMENTS INDICATIFS

ARTICLE 3 CLAUSES FINANCIÈRES

- 3-1 PRIX
- 3-2 INDEXATION DES PRIX
- 3-3 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS
- 3-4 APPROVISIONNEMENTS – INSTALLATIONS DE CHANTIER
- 3-5 PROJET DE DECOMPTÉ
- 3-6 RETENUE DE GARANTIE
- 3-7 AVANCE FORFAITAIRE
- 3.8 SOUS-DETAILS DE PRIX
- 3.9 DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX
- 3.10 CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES TRAVAUX
- 3.11 AFFERMISSEMENT DE LA TRANCHE CONDITIONNELLE

ARTICLE 4 DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

- 4-1 DÉLAIS CONTRACTUELS
- 4-2 PROGRAMME D'EXÉCUTION ET CALENDRIER D'EXÉCUTION
- 4-3 PROLONGATION DU DÉLAI
- 4-4 PÉNALITÉS

ARTICLE 5 PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 5-1 IMPLANTATION DES OUVRAGES
- 5-2 RÉUNIONS DE CHANTIER
- 5-3 DISPOSITIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS ET MESURES D'ORDRE ET DE SÉCURITÉ PROPRES À ÉVITER LES ACCIDENTS
- 5-4 ORGANISATION DU CHANTIER
- 5.5 PLANS D'EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS – ÉTUDES DE DÉTAILS
- 5.6 MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU DE LIEUX D'EMPRUNTS
- 5-7 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

ARTICLE 6 RÉCEPTION DES OUVRAGES

6-1	ESSAIS ET PRE-RECEPTIONS TECHNIQUES
6-2	RECEPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 7	ASSURANCES
------------------	-------------------

ARTICLE 8	RESILIATION
------------------	--------------------

ARTICLE 9	DROIT, LANGUE
------------------	----------------------

ARTICLE 10	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX
-------------------	---

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - OBJET DU CONTRAT

Le marché régi par le présent CCAP concerne les travaux de réalisation de :

AMENAGEMENT DE L'ENTREE SUD

RD992/Chemin de Mansin

Travaux de Voirie et de Réseaux Divers

Maître de l'ouvrage :

Commune d'ANGLEFORT

230 Rue de la Mairie 01350 ANGLEFORT

T. 04 50 56 17 16 F. 04 50 56 22 57 E. mairie.anglefort@gmail.com

Il comprend l'ensemble des travaux de préparation, de réseaux et de voirie.

Lieux d'exécution des travaux : Commune d'Anglefort – Chef Lieu – Carrefour RD992/Chemin de Mansin

1.2 - MODE D'INTERVENTION DES ENTREPRISES

L'ensemble des travaux est groupé en un lot unique.

Il est confié :

- soit à une seule entreprise avec laquelle il sera passé un marché en "entreprise générale",
- soit à un groupement d'entreprises solidaires, par dérogation à l'article 3.5.1. du CCAG
- Les travaux font l'objet d'une tranche unique.

1.3 - MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'oeuvre est confiée à :

Cabinet GSM Géomètres-Experts - Ingénierie des VRD,

BP 66 – 149 Rue de la République 01302 BELLEY Cedex.

1.4 - COORDINATION DES TRAVAUX

Sans objet.

1.5 - COORDINATION CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

La coordination SPS est confiée à :

APAVE – 515 Chemin du petit plan – 01250 SAINT JUST (Cf PGC)

1.6 - CONTROLE TECHNIQUE

Une mission géotechnique d'accompagnement et de contrôle extérieur G4 est confiée à ANTEMYS –
Rue du Développement – Zone Visionis II – 01 090 Guérens

1.7 - SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, il est fait application de l'article 3.6 du CCAG Travaux approuvé par arrêté du 08 septembre 2009.

1-8 - FORME DES NOTIFICATIONS ET DES COMMUNICATIONS

Les notifications et communications entre l'Entrepreneur et le Maître d'œuvre peuvent, notamment en cas d'urgence, être valablement transmises par courrier électronique. Les documents ainsi transmis pourront être confirmés par courrier.

Les comptes-rendus de réunion seront transmis par courrier électronique.

1-9 - VARIANTE

Aucune variante n'est acceptée.

1-10 – DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX TRAVAUX A PROXIMITE DE RESEAUX

Le présent contrat est soumis aux obligations du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution des travaux à proximité des ouvrages de transport ou de distribution (souterrains, aériens, subaquatiques).

1-11 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions de ce présent CCAP sont applicables en situation de redressement ou de liquidation judiciaire. Le cas échéant, le titulaire du marché notifie au pouvoir adjudicateur le jugement instituant la procédure de redressement ou de liquidation.

Il en va de même pour tout jugement de nature à influencer le présent marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code du commerce, le juge a autorisé expressément celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code du commerce.

En cas d'absence de réponse positive, dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être modifié si, avant l'expiration de ce délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur, une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux approuvé par arrêté du 08 septembre 2009 la liste des documents contractuels est la suivante :

- l'acte d'engagement et ses annexes,
- le présent CCAP et ses annexes,
- les plans mentionnés au bordereau des pièces,
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG Travaux approuvé par arrêté du 08 septembre 2009) applicable aux marchés publics de travaux,
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux,
- l'ensemble des normes,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- le bordereau des prix unitaires,
- les sous-détails de prix,

2.2 - DOCUMENTS INDICATIFS

Les documents suivants donnés à titre indicatif ne sont pas opposables entre contractants. Ce sont :

- le plan topographique,
- le détail estimatif.
- L'étude géotechnique.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

3.1 – CONTENU DES PRIX

Le marché est passé par application de prix unitaires, suivant les prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaires. Ces prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

En l'absence de précision, les prix mentionnés dans les pièces du contrat sont considérés comme hors taxes.

Les prix sont établis :

1 - en considérant comme normalement prévisibles les intempéries ci-après, lorsqu'elles ne dépassent pas les seuils limites indiqués et en considérant qu'il n'est pas fixé d'intensité limite pour les autres phénomènes naturels.

Précipitations pluvieuses	P
Précipitations neigeuses	N
Gel	G

P, N et G sont respectivement les hauteurs cumulées des précipitations pluvieuses et neigeuses, et les nombres de jours de gel (température à 8 heure du matin sous abri, inférieur à -10°C) mesurées par la station météorologique la plus proche, qui ont été atteintes pendant la même période, hors période de préparation, au moins deux fois au cours des trente dernières années précédant l'appel d'offres.

Les prix tiennent compte en outre des frais engagés pour :

- le déneigement autant que nécessaire du chantier et des voies d'accès,
- l'isolation thermique des coffrages et le bétonnage par temps froid et par temps chaud,
- la protection contre les crues des cours d'eau.

2 - en considérant les dispositions prévues à l'article 5.4.3. du CCAP concernant la prise en charge des dégradations causées aux voies publiques ou privés, y compris les itinéraires ou zones de stockage ou de replis imposés par le Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur devra à cet effet, en liaison avec le Maître d'œuvre, se rapprocher des services compétents (Commune, DDT, Direction des Routes Départementales...) ou des particuliers pour déterminer avec eux les conditions d'utilisation, d'entretien et de remise en état de ces lieux.

3 - en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution de travaux simultanés liés à l'opération ou extérieurs à l'opération, dont la réalisation de travaux contigus au niveau et autour du carrefour de Vachelien.

4 – en tenant compte des sujétions de toutes natures imposées par la réalisation des mesures, essais et contrôles prévus au Bordereau des Prix Unitaires, ainsi que la reprise des travaux, si nécessaire, jusqu'à l'obtention des objectifs.

5 – en tenant compte des sujétions liées au respect de l'environnement, des biens et des personnes. L'entrepreneur prendra toutes les dispositions qui s'imposent pour éviter toute atteinte à l'environnement, dans le respect de l'article 7 du CCAG Travaux.

6 – en tenant compte des sujétions générales suivantes :

- les contraintes de programmation des travaux prévues à l'article 3 de l'acte d'engagement
- les mesures de sécurité vis-à-vis de tout réseau existant, enterré ou aérien, câble ou canalisation.
- l'exécution et entretien de tous les ouvrages provisoires et déviations provisoires nécessaires, en phase intermédiaire, à la réalisation des travaux prévus au marché, même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix : maintien des écoulements, pistes et accès aux propriétés riveraines, pistes pour contourner les chantiers ponctuels ou y accéder, plates-formes de travail, itinéraires imposés par le Maître d'Ouvrage, etc...
- les travaux de renforcement, de protection, d'aménagement et d'entretien des pistes de chantier,
- l'étude et exécution du maintien en service des réseaux existants, y compris réseaux temporaires,
- l'adaptation des moyens en personnel et matériel aux travaux, y compris location éventuelle, transport sur site, déplacement, replis ou immobilisation.
- l'indemnisation des dégâts constatés survenus aux façades (salissures, poussières) cultures, sols et arbres, en dehors de l'emprise, du fait des travaux.
- le maintien des entrées des propriétés riveraines du chantier par tout moyen (passerelles munies de garde corps, remblaiement...)

- le maintien en propreté des chaussées à proximité des ateliers.

En conséquence du premier alinéa, l'entreprise fera son affaire en termes de programmation et en fonction de son calendrier prévisionnel annoncé, lequel devra prendre en compte la contrainte de l'accès aux parcelles cultivées, laquelle ne pourra se faire qu'à l'issue des récoltes.

7 – en tenant compte des sujétions et contraintes particulières suivantes :

- nécessité de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au respect des délais indiqués à l'acte d'engagement,
- nettoyage du chantier et des abords en cours et en fin de travaux,
- mise en place, entretien et repliement de la signalisation temporaire,
- les contraintes associées au maintien de la circulation sous alternat y compris en période de fermeture du chantier.
- toute relation ou coordination avec les particuliers et services concernés par les raccordements ou accès de toute nature.

8 – en tenant compte des :

- frais de pesées éventuels,
- pertes de matériaux (sur stock, à la fabrication, à la mise en œuvre),
- frais d'implantation et piquetages général et complémentaire de l'ensemble des ouvrages, qui seront effectués par le titulaire (article 27.2.3, article 27.4 et article 27.5 du CCAG Travaux),

9 – en tenant compte des frais qui correspondent à la coordination des travaux, ainsi qu'à la marge du mandataire, du titulaire ou du co-traitant pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

11 – en tenant compte des indemnités d'occupations temporaires, de location, de redevance et de remise en état des lieux nécessités notamment par :

- les installations de chantier,
 - les zones de stockage,
 - les zones de dépôt définitif,
- établies en dehors des zones mises à disposition par le Maître de l'Ouvrage. Ces zones proposées par l'Entrepreneur seront soumises au préalable à l'agrément du Maître d'œuvre.

12 – en tenant compte de la gestion technique des interfaces entre les installations privées et publiques et en particulier

- de toutes relations avec les particuliers, y compris rendez-vous,
- adaptations techniques aux exigences locales vis-à-vis des branchements, maçonneries, voiries,
- des délais induits,
- de toute opération de remblaiement, balisage des éléments en attente et de reprise ultérieure des travaux incluant les travaux complémentaires associés.
- Les franchissements, découpes spéciales, adaptation des moyens de façon à préserver les propriétés.

13 – les prix afférents au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées au 6 de l'article 11 du CCAG.

14 – en tenant compte, en particulier de la mise disposition temporaire du chantier pour le maintien de la circulation, et l'exécution sous trafic des travaux, y compris des poids-lourds, l'accès aux propriétés riveraines et la circulation des véhicules en particulier lors des interruptions, toutes sujétions permettant l'accès des secours en tout temps. Toutes opérations de remblais, couverture des tranchées, revêtement provisoire nécessaires à la remise en circulation devront être envisagés en fonction du phasage et des permissions de voirie délivrées.

15 – en tenant compte, de la coordination tant en terme de phasage, de délais et d'organisation technique avec les services d'ORANGE imposée par la réception du génie-civil compris dans ce marché, le tirage des câbles (cuivre/fibre) et la dépose des câbles aériens et des poteaux.

16 – en tenant compte des points d'arrêts générés par le contrôle extérieur géotechnique (validation des performances des arases, partie supérieure des terrassements - fond de forme, couche de forme)

17- en tenant compte de l'annonce du passage du Tour de France sur la commune, induisant l'exigence d'avoir livré les chaussées et signalisation avant le 01/07/25

3.2 - VARIATION DES PRIX

Les prix sont révisibles selon les modalités ci-après.

3.2.1. Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de Novembre **2024** ; ce mois est appelé mois m0.

3.2.2. Index de référence : **TP01**

3.2.3. Modalités d'actualisation des prix

Néant

3.2.3. Modalités de révision des prix

Les prix du marché sont révisibles dans les conditions suivantes :

Le coefficient Cr de révision est donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 (I/I0)$$

- Cr : coefficient de révision
- I = indice de l'index de référence
- m = mois en cours à la date d'actualisation
- I0 = Mois d'établissement des prix du marché

où I et I0 sont les valeurs prises par l'index de référence du marché respectivement à la date de révision et au mois m0.

Un règlement provisoire sur la base des derniers indices connus sera réalisé.

Chaque acompte établira la révision définitive des acomptes antérieurs à la mesure de la publication des valeurs définitives des indices correspondants.

L'avancement de la révision sera interrompu à la date du décompte définitif.

La révision figure sur l'état de situation fournie par l'entreprise.

*(Les indices pris en compte pour le calcul de la révision temporaire ou de la révision définitive seront donc les **derniers indices connus** à la date de la réception de l'état d'avancement ou du décompte définitif)*

Conformément à l'article 11.4 du CCAG Travaux, le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

3-3 - PAIEMENT DES CO -TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

En cas de groupement, les travaux exécutés feront l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entrepreneurs groupés ou du mandataire, conformément à l'article 11.6.1 du CCAG Travaux approuvé par arrêté du 08 septembre 2009.

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Le titulaire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant,
- joint la copie des factures du sous-traitant, acceptées ou rectifiées par ses soins.

Le règlement sera effectué conformément aux dispositions des articles 11.7 du CCAG Travaux et 116 du code des marchés publics.

3.4 – APPROVISIONNEMENTS – INSTALLATIONS DE CHANTIER

Il n'est pas prévu d'acompte sur approvisionnements, par dérogation à l'article 11.3 du CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage met à disposition de l'entreprise, une zone de stockage et de déploiement des installations de

chantier.

3.5 - PROJET DE DECOMPTE

Le projet de décompte doit parvenir au maître d'oeuvre avant la fin de chaque mois. Le projet de décompte constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché. Le titulaire dépose son projet d'acompte sur la plate-forme Chorus-pro s'il est concerné ou l'envoie au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Outre les éléments prévus à l'article 13.1 du CCAG Travaux, le projet de décompte fera apparaître, prix par prix, à la fin du mois :

- * la quantité au marché,
- * le prix unitaire,
- * les quantités décomptées au mois m,
- * le cumul des quantités réalisées,
- * le pourcentage de l'avancement cumulé réalisé,
- * le montant.

Ce projet présentera l'ensemble des prix unitaires figurant au marché, y compris les prix n'affichant aucune quantité exécutée.

Les sous-totaux de chacun des chapitres figureront également au décompte.

Les prix associés aux travaux supplémentaires ne seront présentés qu'après signature d'un avenant correspondant.

En application de l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux approuvé par arrêté du 08 septembre 2009, le représentant du pouvoir adjudicateur demande que les montants des prestations sous-traitées soient présentés selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

3.6 - RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur les sommes dues à l'entrepreneur au titre de son marché.

Cette retenue pourra être remplacée par une garantie à première demande. Le maître de l'ouvrage n'acceptera pas de caution personnelle et solidaire. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. En cas de substitution de la retenue de garantie par une garantie à première demande, pendant la durée du marché, les montants prélevés au titre de la retenue sont versés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

3.7 – AVANCE FORFAITAIRE

Une avance forfaitaire sera versée au titulaire, sauf si celui-ci la refuse.

Son montant sera égal à :

- si la durée des travaux du marché ou de la tranche affermie est inférieure ou égale à douze mois : 5% du montant initial du marché ou de la tranche affermie, toutes taxes comprises,
- si la durée des travaux du marché ou de la tranche affermie est supérieure à douze mois : 5% de la somme égale à douze fois le montant initial du marché ou de la tranche affermie, divisé par cette durée exprimée en mois, toutes taxes comprises.

Elle est due sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant des travaux atteindra ou dépassera 65% du montant initial du marché ou de la tranche affermie. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant du marché ou de la tranche affermie.

La collectivité demande la constitution d'une garantie à première demande, garantissant le remboursement de l'avance.

3.8 – SOUS-DETAILS DE PRIX

..... Prix concernés : **Sans objet.**

En cas de demande ultérieure, les sous détails feront apparaître :

- le calcul détaillé des coefficients de majoration applicables aux prix secs, pour frais généraux de chantier et d'entreprises, frais de coordination des sous-traitants, taxes, impôts, bénéfices,...
- le calcul détaillé de chaque prix sec (matériel, rendement, fournitures, main d'œuvre, délais,...)
- Le détail des prestations engagées pour assurer la sécurité du chantier dans l'exécution de cette tâche.
- Le détail des prestations engagées pour limiter l'impact des travaux sur l'environnement immédiat.

3.9 – DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG Travaux, la diminution du montant des travaux du marché ou de la tranche affermie, n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

3.10 – CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 17 du CCAG Travaux, la modification des quantités portées au détail estimatif n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

4.1 - DELAIS CONTRACTUELS

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, le délai de préparation du chantier est de quatre (4) semaines. Il est inclus dans le délai global d'exécution et est initié par défaut dès la notification du marché au titulaire par le maître de l'ouvrage.

Pendant le délai de préparation seront exécutés :

- les visites de reconnaissances sur le site
- Les opérations spéciales d'investigation nécessaires (sondages, passages caméras, essais...),
- les détectations des réseaux, sensibles ou non et le report sur les documents de référence,
- les études d'exécution, notes de calcul, études complémentaires, vérification des solutions préfabriquées et les procédures de validation,
- l'installation de chantier,
- l'amenée du matériel et de la signalisation,
- la préparation des zones de stockage,
- la visite et la réalisation du rapport de constat d'huissier.
- les DICT et le repérage des réseaux, y compris réunions de terrain avec les concessionnaires des réseaux, dont en particulier le traçage de toutes les conduites,
- les demandes d'autorisation de voirie, la préparation de la signalisation et des déviations éventuelles,
- le piquetage général et spécial,
- l'implantation des ouvrages, y compris les implantations des bordures et caniveaux,
- le programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2. du CCAG Travaux,
- le PAQ de l'entreprise
- le SOSED,
- la visite commune et le PPSPS,
- l'approvisionnement des zones de stockages.

Le délai de réalisation démarre à la date ordonnée par un ordre de service spécifique. Tout retard constaté vis-à-vis de cette date sera soumis à l'application d'une pénalité précisée ci-dessous.

4.2 – PROGRAMME D'EXECUTION ET CALENDRIER D'EXECUTION

Conformément à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux, pendant la période de préparation du chantier, le titulaire communiquera au maître d'œuvre le programme d'exécution et le calendrier d'exécution des travaux, pour visa, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

L'entrepreneur devra répondre à toute explication nécessaire à la compréhension et à la justification des délais proposés.

4.3 - PROLONGATION DU DELAI

-POUR INTEMPERIES

Les journées d'intempéries seront décomptées lorsque les phénomènes dépasseront l'intensité limite mentionnée suivant le constat qui en sera fait par les relevés météo de la station la plus proche (**gel** : -5°C à 8 heures - **neige** : hauteur de neige supérieure à 50mm pendant la journée - **pluie** : précipitation de 10 mm pendant la journée de 24 heures)

Lorsque la température mesurée sur chantier sera inférieure à -5°C, la mise en place du béton ne sera pas autorisée. Lorsque cette température sera comprise entre -5°C et +5°C, la mise en place du béton ne sera autorisée que sous réserve de l'emploi de moyens efficaces pour prévenir les effets dommageables du froid. Lorsque cette température sera comprise entre -5°C et +5°C, la mise en oeuvre des enrobés ne sera autorisée.

Le délai global comprend les intempéries normalement prévisibles.

- CAS GENERAL

Les actions complémentaires non prévues dans le marché initial feront l'objet d'un avenant à la charge du pouvoir adjudicateur.

4.4 - PENALITES

Par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux,

- a) Sur simple constatation du retard par rapport aux délais fixés, par le maître d'œuvre, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 0,5% du montant total des travaux hors taxe (montant figurant à l'AE) par jour calendaire de retard sur la date de livraison établie à l'acte d'engagement.

- b) Sur simple constatation du retard par rapport au démarrage du chantier ordonné par ordre de service, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 0,5% du montant total des travaux hors taxe (montant figurant à l'AE) par jour calendaire de retard sur la date de livraison établie à l'acte d'engagement.

- c) Une pénalité de **cinquante (50) €uros** par jour de retard sera appliquée si l'entrepreneur ne remet pas au maître d'œuvre les documents suivants :

- Plan de **récolement des travaux** dans le délai d'une **semaine** à compter de la date de notification de la décision de réception partielle ou définitive des travaux,
- **Programme d'exécution et calendrier d'exécution** des travaux, **dix jours** au moins avant l'expiration de la période de préparation,
- **Projet de décompte final**, **quarante cinq jours** au plus après la notification de la réception des travaux.

- d) Une pénalité de **cent (100) €uros** sera appliquée à tout entrepreneur dûment convoqué et absent à la réunion de chantier.

ARTICLE 5 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

5.1 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le piquetage sera réalisé contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux.

Le piquetage général n'est pas encore réalisé, il est assuré par l'entrepreneur, à sa charge (en application des articles 27.2.1 et 27.2.3 du CCAG Travaux), sur la base du plan général d'implantation, et vérifiée contradictoirement avec le maître d'œuvre.

En application de l'article 27.3.2 du CCAG Travaux, le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés ou aériens n'ayant pas été exécuté avant la notification du marché, il sera effectué par le titulaire, à sa charge, contradictoirement avec le maître d'œuvre.

Le titulaire entretiendra et complètera au besoin le piquetage réalisé ainsi que les points de référence.

Le titulaire effectuera une Déclaration d'Intention de Commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants dans un délai compatible avec le démarrage envisagé et s'assurera de maintenir ce document dans les délais de validité.

5.2 - REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier seront hebdomadaires. L'entrepreneur ou les entrepreneurs seront convoqués par le maître d'œuvre. Un compte rendu de la réunion sera rédigé et diffusé avant la réunion suivante. Les décisions prises en réunion doivent être suivies d'effet sans attendre le compte rendu. Le compte rendu de la réunion sera valablement transmis par courrier électronique.

5.3 - DISPOSITIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES TRAVAILLEURS ET MESURES D'ORDRE ET DE SECURITE PROPRES A EVITER LES ACCIDENTS

L'entrepreneur prendra ses dispositions pour répondre à toutes ses obligations imposées par les règlements et consignes de l'autorité compétente, en ce qui concerne la sécurité, la santé et l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. A ce titre, il respectera les dispositions de l'article 31.4.1 du CCAG travaux.

L'entrepreneur remettra dans les quinze (15) jours de la signature du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ainsi que celui de chacun de ses sous-traitants. Il assurera la diffusion de ces plans aux personnes et organismes prévus.

5.4 - ORGANISATION DU CHANTIER

5.4.1 - Signalisation du chantier à l'égard de la circulation publique

La signalisation du chantier dans les zones intéressant la circulation publique devra être conforme aux instructions et guides en vigueur. Elle sera réalisée et entretenue, sous le contrôle des services compétents, par le titulaire, à ses frais. Ce dernier ayant à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation.

Le titulaire doit informer par écrit les services compétents, au moins cinq jours à l'avance, de la date de commencement des travaux. Le titulaire doit, dans les mêmes formes et délai, informer les services compétents du repliement ou du déplacement du chantier. Il effectuera la mise en place et la surveillance de la signalisation des déviations ainsi que de la signalisation nécessaire à la fermeture de l'enceinte de chantier.

5.4.2 – Installations de Chantier - Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux et nettoyage du chantier

Pour les installations de chantier, il sera fait application de l'article 31.1 du CCAG Travaux.

La remise en état des lieux dans les emprises des travaux est comprise dans le délai d'exécution, y compris tout repliement associé à une interruption du chantier, ou à toute éventuelle mise en attente des branchements.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auraient été occupés par le chantier hors des emprises des travaux, devront intervenir dans le délai d'une semaine à compter de la date de la

notification de la décision de réception. En cas d'utilisation de terrains non fournis par le Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur remettra au Maître d'œuvre, dans le délai indiqué ci-dessus, un quitus du propriétaire attestant que la remise en état des lieux a été effectuée conformément aux engagements pris.

5.4.3 – Utilisation des voies publiques par l'entrepreneur

a) Prescription générale

Aucun engin à chenilles métalliques ne sera autorisé à circuler sur les voies publiques.

b) Itinéraires d'accès et leur maintenance

En direct depuis la RD922.

Les aménagements, l'entretien et le maintien en état permanent de viabilité des itinéraires seront à la charge de l'Entrepreneur.

c) Etat des lieux

Un état des lieux sera effectué avant les travaux entre l'Entrepreneur et les services gestionnaires des voies. Un état des lieux de ces mêmes voies sera effectué après travaux.

d) Réparation des dégradations

Conformément à la réglementation, il sera fait application de l'article 34 du CCAG.

Les réparations seront définies en accord avec le service gestionnaire des voies concernées.

5.4.4 – Protection de l'environnement, des biens et des personnes

a) Préservation de l'environnement

L'Entrepreneur intégrera les impératifs d'environnement à tous les niveaux de responsabilité et d'intervention, y compris vis-à-vis des sous-traitants.

b) Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

Il sera fait application de l'article 35 du CCAG.

c) Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Il sera fait application de l'article 31.7 du CCAG Travaux.

d) Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité des lieux habités, fréquentés ou protégés

Il sera fait application de l'article 31.8 du CCAG Travaux.

e) Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés ou aériens

Il sera fait application de l'article 31.9 du CCAG Travaux.

f) Démolitions de constructions

Il sera fait application de l'article 31.10 du CCAG Travaux.

5.4.5 – Registre de Chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux approuvé par arrêté du 08 septembre 2009, il ne sera pas tenu de registre de chantier.

5.4.6 – Lutte contre le travail dissimulé

Il sera fait application des dispositions de l'article 31.5 du CCAG.

5.4.7 – Gestion des déchets de chantier

L'entreprise établira un **Schéma d'Organisation de Suivi et d'Elimination des Déchets (SOSED)** qui sera soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation des travaux.

5.5 – PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAILS

Le Maître d'œuvre est chargé des études réalisables avant le démarrage du chantier. L'ensemble de ces plans et études fait partie du marché. Si le titulaire reconnaît une erreur dans les documents particuliers du marché, il doit le

signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre.

Le titulaire a la charge de la production des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails qu'il conviendra d'établir en cours d'exécution du chantier, après sondages géotechniques ou précision de la position des réseaux enterrés existants, notamment. A cet effet, le titulaire fait sur place les relevés complémentaires nécessaires. Les documents établis par le titulaire sont soumis au visa du maître d'œuvre

L'article 29.1.4 du CCAG Travaux s'applique en fournissant des documents informatiques compatibles Autocad 2017.

5.6 –MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU DE LIEUX D'EMPRUNTS

Sans objet

5.7 –DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Il sera fait application de l'article 40 du CCAG Travaux, sauf en ce qui concerne le délai de remise des « autres éléments du DOE et des documents nécessaires à l'établissement du DIUO ». Par dérogation, ce délai sera ramené pour le présent marché, de un mois à une semaine suivant la date de notification de la décision de réception des travaux.

ARTICLE 6 - RECEPTION DES OUVRAGES - GARANTIES

6.1 - ESSAIS ET PRE-RECEPTIONS TECHNIQUES

Les essais sont définis au BPU. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser à son compte tous les essais contradictoires qu'il jugera nécessaire.

6.2 - RECEPTION DES TRAVAUX

Les dispositions de l'article 41 et suivant du CCAG-Travaux s'appliquent, sauf l'article 41.5 auquel il est dérogé de la manière suivante :

Si, à l'issue des opérations préalables à la réception, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur les délais de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Un délai est fixé sur le procès-verbal des opérations préalables à la réception, afin d'exécuter les prestations. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Il pourra être procédé à des réceptions partielles (article 42 du CCAG Travaux) à l'issue de l'exécution des tranches de travaux, d'ouvrages ou de parties d'ouvrages.

6.3 – DELAIS DE GARANTIES

Conformes aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG Travaux.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de l'ouverture du chantier, l'entrepreneur devra justifier qu'il est titulaire :

- **d'une attestation d'assurance de responsabilité civile** couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels causés aux tiers pendant et après les travaux.

Cette attestation devra émaner exclusivement d'une compagnie d'assurance ou d'une mutuelle, ou encore d'un agent général.

Elle comportera les indications suivantes :

*Nom de l'assuré

*Montant des garanties pour les ouvrages matériels, corporels, immatériels consécutifs

*Activités exactes garanties

*Durée et date de l'attestation (le début du chantier devant être compris dans la période de validité)

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours de chantier, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

Une nouvelle attestation à jour sera fournie annuellement à chaque renouvellement du marché.

• **d'une police d'assurance couvrant les responsabilités et garanties énoncées aux articles 1792 et suivants du Code civil.** Par dérogation à l'article 9.1. du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de s'assurer en garantie décennale pour tous les ouvrages de construction objet du présent contrat.

ARTICLE 8 - RESILIATION

Les stipulations du CCAG – Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2141-7 & sui. L.2141-1 du Code de la Commande Publique ou de refus de fournir les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 9 – DROIT, LANGUE

L'ensemble des correspondances, documents, pièces de marché, sont rédigés ou à défaut traduits en français.

Le tribunal administratif compétent est le tribunal de LYON.

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux documents généraux sont les suivantes :

- * dérogation de l'article 1.2 du CCAP à l'article 3.5.1 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 2.1 du CCAP à l'article 4 .1 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 3.4 du CCAP à l'article 11.3 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 3.9 du CCAP à l'article 16.1 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 3.10 du CCAP à l'article 17 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 4.1 du CCAP à l'article 28.1 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 4.4 du CCAP à l'article 20 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 5.4.5 du CCAP à l'article 28.5 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 5.7 du CCAP à l'article 40 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 6.2 du CCAP à l'article 41.5 du CCAG-Travaux,
- * dérogation de l'article 7 du CCAP à l'article 9.1 du CCAG-Travaux,

Le Maître d'Ouvrage
Pour le groupement de commande publique,
Le coordonnateur,
M. Bernard THIBOUD, Maire d'ANGLEFORT en exercice

Accepté le
L'Entrepreneur